



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@sitecommunistes.org](mailto:communistes-hebdo@sitecommunistes.org)

Courriel : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

19/04/2023

## **Macron déroule la politique au service du capital.**

### **« On lâche rien » : la lutte.**

En promulguant la loi sur les retraites quelques heures après sa validation par le Conseil constitutionnel, puis en s'adressant aux Français lundi soir, Emmanuel Macron, décrédibiliser auprès de la majorité de la population, souhaite liquider le bras de fer qui l'oppose au monde du travail. L'allocution d'Emmanuel Macron s'est déroulée exactement comme on pouvait l'attendre. Macron a pendant un quart d'heure fait son bla bla habituel, présentant ses éternels éléments de programme et tout faire pour continuer à adapter toute la société française aux exigences du capital : exploiter toujours plus les salariés. Prendre un ensemble de mesures pour liquider toutes les conquêtes sociales, privatiser les services publics, faire baisser le prix de la force de travail et augmenter les profits capitalistes.

Après avoir insisté sur la légitimité de sa réforme des retraites, « adoptée conformément à ce que prévoit notre Constitution », Macron a décliné longuement les trois chantiers rabâchés depuis le début de son deuxième quinquennat : travail, ordre républicain (répression et chasse aux immigrés) et « progrès pour mieux vivre. » Macron a tendu la main à « toutes les forces de bonne volonté », à commencer par la droite et les organisations syndicales, pour aller vers « cent jours d'apaisement et d'action ».

**« Nous sommes déterminés à accélérer » les réformes, avait redit Elisabeth Borne** au Conseil national du parti présidentiel, Renaissance.

Macron veut tourner la page de la réforme des retraites. Pour ce faire, son gouvernement veut détourner la colère sociale, dont il est responsable en pointant du doigt les bénéficiaires des minimas sociaux et les immigrés, alimentant les discours les plus nauséabonds du Rassemblement National. « Nos compatriotes en ont ras-le-bol de la fraude [...] ils ont aucune envie de voir que des personnes peuvent bénéficier d'aides, les renvoyer au Maghreb ou ailleurs, alors qu'ils n'y ont pas droit. Ce n'est pas fait pour ça le modèle social » a déclaré Bruno Le Maire, une volonté de désigner comme boucs émissaires les plus précaires.

**Ce sont les riches qui coûtent cher en fraude et les entreprises qui sont les assistées :**

- \* la totalité de la fraude sociale détectée (famille, maladie, retraites, emploi) s'élève à 700 millions d'euros
- \* la fraude fiscale des possédants c'est entre 80 et 100 milliards.
- \* la fraude aux cotisations sociales des employeurs est estimée entre 6,8 et 8,4 milliards d'euros.
- \* les exonérations, allègements en faveur des entreprises s'élevaient à 74,9 milliards en 2022.

Au même moment Gabriel Attal, le ministre des Comptes publics, distille un autre fiel sur France Inter sur les bénéficiaires du RSA. « J'ai entendu des Français me dire, vous nous demandez de travailler un peu plus longtemps pour payer le système de retraite, mais si tout le monde travaillait, ça réglerait une partie du problème ». Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, sur LCI oppose ceux qui travaillent et les bénéficiaires des minimas sociaux en ces termes: « s'ils ne souhaitent pas reprendre le chemin du travail, il est normal que nous ayons des sanctions envers eux ». Supprimer leur maigre ressource de 607 euros d'allocation de solidarité aux bénéficiaires du RSA<sup>(1)</sup> ! Propos confirmés par Jean-Christophe Combe ministre des Solidarités, sur France Info. « S'ils ne se conforment pas à une reprise d'activité de 15 à 20 heures par semaine ».

C'est le cap donné par Emmanuel Macron dans son allocution de lundi soir, les ministres font le service après vente

« Ce n'est pas fini », lundi soir, rendez-vous était donné dans des dizaines de villes pour des rassemblements devant les mairies, pendant que Macron parlait, près de 300 rassemblements avaient en effet lieu dans toute la France, réunissant des milliers de personnes frappant sur des casseroles. La CGT44 appelait à une nouvelle manifestation à Nantes mercredi. Jeudi 20 avril, les quatre fédérations syndicales représentatives à la SNCF

appellent à une journée de grève forte dans le rail, la direction confédérale de la CGT souhaite faire de cette date et de celle du 28 avril des moments de rassemblement et d'actions. Et ce, avant « *une journée de mobilisation exceptionnelle et populaire* » le 1<sup>er</sup> mai, à l'appel de l'intersyndicale.

L'ensemble de ces actions confirme la colère persistante, le refus de tourner la page des retraites et l'ampleur de ce qu'a été la mobilisation depuis trois mois. Une mobilisation qui ne s'arrêtera pas d'un claquement d'allocation télévisuelle.

Le mouvement contre la réforme des retraites se poursuit, tourner la page comme le souhaite certains est impossible quand 64 % des Français disent souhaiter la poursuite du mouvement, 45 % désirent même son durcissement. La réforme reste rejetée par 69 % des Français, les propos de Laurent Berger: « *faire croire qu'on pourrait faire revenir en arrière le président, ce serait mentir aux gens* » sont ainsi démentis, lui qui a réaffirmé sa volonté de dialoguer avec Macron. Le leader de la CFDT semble ne compter que sur le référendum d'initiative partagée.

Il n'y a rien à attendre du Conseil Constitutionnel s'il validait le RIP. Une séquence longue s'ouvrirait, n'empêchant pas le gouvernement de continuer.

\*Pendant neuf mois il faut récolter les 4,8 millions de signatures nécessaires au RIP, même si 74% des Français se disent prêts à signer « *certainement* » ou « *probablement* » ce texte.

\*Il faut que l'Assemblée nationale et le Sénat donnent leur accord, encore six mois d'attente...

\*Pour organiser un référendum sous un an... soit le vote en 2025...

L'appareil d'État, le gouvernement, le Parlement, le Conseil constitutionnel, appuyés par les forces de répression, sont conçus pour servir les intérêts capitalistes, le capital tire toutes les ficelles. Les multinationales dominent toute l'économie au travers des entreprises. Elles disposent de politiciens de la droite LR, du Modem, de Renaissance, d'Horizon, du RN de Le Pen, servant leurs valeurs et leurs intérêts pour toujours plus de profits. Beaucoup sont issus de leurs rangs et totalement dévoués, on recense au sein du gouvernement Macron : 19 ministres millionnaires sur les 43.

Les Verts, LFI, PCF, PS... personne n'imagine d'autre horizon que cette société d'exploitation où les intérêts des financiers et des industriels s'imposent à toute la société. Aucun ne remet en cause le système capitaliste.

### **On ne tourne pas la page de la lutte :**

Ce n'est pas parce qu'une loi est promulguée qu'elle n'est plus à contester ! Il faut continuer et ajouter les revendications sur l'augmentation et l'indexation des salaires, l'emploi, les conditions de travail, la santé, les services publics... !

Dans la lutte en cours, beaucoup de travailleurs, les jeunes réalisent que Macron, en bon serviteur, sert la volonté et les intérêts du capital pour reprendre aux travailleurs le plus de droits gagnés par la lutte. Ils réalisent ce qu'est la lutte des classes. C'est cette conscience qu'il faut approfondir pour la seule perspective qui vaille : le renversement de tout le système capitaliste. Comme écrit dans la récente déclaration commune des partis communistes et ouvriers que nous avons cosignée « *L'intérêt de la classe ouvrière et des couches populaires exige que le critère de classe soit renforcé dans l'analyse des évolutions, afin que les peuples dressent un front commun contre le camp des impérialistes, qui s'affrontent pour leurs intérêts, causant d'énormes pertes humaines, d'importants dégâts matériels, exposant l'humanité tout entière au danger réel de l'anéantissement nucléaire. Les travailleurs doivent tracer leur propre voie indépendante et renforcer la lutte des classes contre les monopoles, les classes bourgeoises et la guerre impérialiste, pour le renversement du capitalisme, pour le socialisme, qui reste plus nécessaire que jamais et montre la voie de la paix, l'amitié et la coopération mutuelle entre les peuples.*

**34 % des foyers éligibles au RSA chaque trimestre n'en font pas la demande.**